

Snack nature dans les villes d'Afrique centrale

Theodore Trefon* et Pierre de Maret*

Autrefois située au centre des rituels complexes et des relations symboliques entre chasseur et gibier, la viande de brousse est introduite aujourd'hui de plus en plus fréquemment dans l'alimentation des citadins d'Afrique Centrale. Le gibier, produit alimentaire traditionnel, est encore le principal apport en protéine animale dans la région et il joue un rôle essentiel dans le régime alimentaire (Aiseby, 1974 ; Chardonnet, 1995 : 29-49). Pratiquement toutes les espèces, des plus grands mammifères aux plus petits vertébrés, sont mangées, hormis les cas où certaines sont l'objet de tabous familiaux ou ethniques particuliers. Céphalophes, rongeurs et primates sont particulièrement appréciés. Il est à remarquer que les animaux, quels qu'ils soient, tant sur pied que cuisinés sont communément et collectivement appelés *la viande* : un seul mot bantou commun à la région, *nyama*, désigne d'ailleurs les deux états.

La transformation de la conception rurale traditionnelle en un usage urbain régulier, hautement commercialisé, s'explique par la crise économique, le processus d'urbanisation, la pression démographique et la mobilité de la population, l'attachement culturel et symbolique, l'exploitation forestière et les contraintes institutionnelles (Tableau 1). Un autre facteur majeur est l'évolution de la nature des réseaux parentaux et des normes sociales dans lesquelles le partage est de moins en moins respecté. Tous ces éléments se traduisent par une augmentation de la consommation de la viande de brousse dans le paysage urbain, que ce soit à domicile, en restauration de rue ou au restaurant. La faune survivra-t-elle encore longtemps à l'amour des citadins pour la viande fumée ? Afin d'essayer de répondre à cette question, cet article analysera les motivations socio-économiques et socio-culturelles pour lesquelles la viande de brousse est consommée par les citadins de l'Afrique Centrale et pourquoi sa demande est en pleine croissance.

* Université Libre de Bruxelles, Avenir des Peuples des Forêts Tropicales, 44 avenue Jeanne, CP 124, 1050 Bruxelles, Belgique

Tableau 1 : Cause de la consommation urbaine de viande de brousse

<p>1. CRISE ECONOMIQUE</p> <p>1.1 Chômage 1.2 Professionnalisation de la chasse et de la commercialisation 1.3 Réductions des importations de viande 1.4 Evolution des habitudes alimentaires</p> <hr/>
<p>2. URBANISATION (DEMOGRAPHIQUE ET SPATIALE)</p> <p>2.1 La moitié des habitants de l'Afrique Centrale vit en ville 2.2 Le nombre des très grandes villes augmente rapidement 2.3 Les populations urbaines abandonnent leurs activités traditionnelles pour s'engager dans l'économie de marché 2.4 L'étendue des réseaux routiers et ferroviaires facilite le transport du gibier 2.5 La proximité physique et sociale des villes et des forêts renforce la dépendance</p> <hr/>
<p>3. CULTURE</p> <p>3.1 Le goût pour le gibier est fortement ancré 3.2 Le gibier est associé à l'environnement du village et aux occasions festives 3.3 Le symbolisme important associé à l'absorption de la chair de certains animaux 3.4 Altération des habitudes traditionnelles de partage 3.5 Culture matérielle (les fusils et les collets métalliques remplacent les techniques traditionnelles...la chasse "à la torche" se développe)</p> <hr/>
<p>4. EXPLOITATION FORESTIERE</p> <p>4.1 Les routes et layons ouvrent des régions précédemment difficiles d'accès 4.2 Les exploitants forestiers fournissent le matériel aux chasseurs et le transport aux marchands 4.3 Les exploitants transportent le gibier eux-mêmes 4.4 Les exploitants vivent du gibier dans les camps</p> <hr/>
<p>5. CONTRAINTES INSTITUTIONNELLES ET POLITIQUES</p> <p>5.1 Moyens financiers et humains insuffisants pour freiner le commerce 5.2 Perceptions locales de la conservation 5.3 Echech des mesures répressives 5.4 Dynamiques sociales mal comprises 5.5 Succès limité de l'élevage de gibier</p>

L'exploitation forestière commerciale, le défrichement pour l'agriculture et le pâturage ainsi que l'essartage systématique sont parmi les principales menaces pour la biodiversité des forêts tropicales restantes par le monde, qui se réduisent rapidement. Selon un récent rapport (Bryant, 1997), les forêts tropicales d'Afrique Centrale comptent au nombre des "forêts frontalières" les plus menacées au monde. Souvent mésestimée, la chasse intensive, surtout celle des grands mammifères comme l'éléphant et le gorille, est aussi une réelle menace : ces animaux sont essentiels au

maintien de la biodiversité notamment parce qu'ils dispersent les graines lorsqu'ils défèquent. En l'absence de ces animaux, plusieurs espèces de plantes connaîtraient de sévères modifications des aires de dispersion de leurs graines et certains arbres disparaîtraient localement ; une recherche a particulièrement cerné les liens directs entre le nombre d'espèces de plantes et celui des espèces animales (Redford *et al.*, 1995 :16).

Pression urbaine sur l'environnement

Les problèmes relatifs à l'urbanisation et leur influence sur les forêts tropicales constituent un sujet très important, trop souvent négligé. Déjà, l'avenir des régions des forêts tropicales, particulièrement en Afrique Centrale, dépend largement de la manière dont elles sont exploitées par les masses urbaines et comment elles sont gérées par les élites urbaines (Trefon, 1998). Tenir compte de l'analyse des problèmes urbains dans les projets de conservation des forêts tropicales et de développement est donc essentiel pour plusieurs raisons :

La démographie

Comme il ressort au Tableau 2, le nombre de personnes habitant en ville équivaut approximativement à celui des personnes vivant en milieu rural. Ce ratio est attribué à deux facteurs : la migration rurale vers les villes et le taux des naissances qui y est plus élevé qu'en zone rurale parce que la population urbaine est plus jeune et donc en âge de procréer.

Les grandes villes

Le nombre des très grandes villes augmente rapidement : plus de 70 villes sub-sahariennes d'un million d'habitants sont prévues pour 2020 alors qu'on n'en dénombrait que 18 en 1990 (Venard, 1995). Kinshasa a une population de 5 à 6 millions d'habitants (personne ne peut le dire avec exactitude), soit près du double de la population estimée en 1980. Yaoundé a un million d'habitants. La moitié de la population gabonaise, soit près de 500 000 habitants, vit rien qu'à Libreville.

Le comportement urbain

L'évolution comportementale des citadins qui implique une déforestation, principalement périurbaine, provoque de sérieux déséquilibres, à la fois écologiques et sociaux : l'usage du bois, du gibier et des autres produits forestiers par les citadins devient insupportable.

Les crises économique et politique

Lors d'une crise économique qui se prolonge, comme c'est le cas à l'heure actuelle, les populations urbaines exercent une pression croissante sur les ressources forestières : la situation est encore exacerbée lorsque les systèmes institutionnels ne fournissent plus les services élémentaires.

L'accès à la forêt

Nonobstant l'élargissement des auréoles périurbaines, la forêt est toujours fort estimée par les citoyens. La forêt est exploitée par des professionnels mais la proximité des forêts des villes est suffisamment proche pour permettre aux habitants des villes, pauvres et bourgeois, de poursuivre leurs activités de subsistance comme la chasse, l'agriculture ou l'exploitation des produits non-ligneux dans les forêts périurbaines. Faire son potager en périphérie, le week-end, et, par voie de conséquence, piéger dans et autour de son terrain, devient de plus en plus fréquent. Lorsque l'auréole périurbaine s'élargit, le gibier recule.

Tableau 2 : Population urbaine, population totale, taux de croissance

Pays	population en milliers 1996	%populations urbaines 1994	%populations urbaines 2025	taux de croissance par an 1990-1995 urbain	taux de croissance par an 1990-1995 rural
Cameroun	13 560	44.0	66.9	4.9	1.2
Gabon	1 106	49.2	69.6	5.2	0.7
Guinée Equatoriale	410	40.9	68.5	5.9	0.4
République Centrafricaine	3 344	38.9	58.9	3.1	1.7
République du Congo	2 668	57.8	76.6	4.8	0.7
République Démocratique du Congo	46 812	28.8	49.8	4.4	3.7

Source : Population Information Network (POPIN) PNUD, 1998.

Manger sur le pouce

Le terme anglais *snack* traduisant l'idée de "casser la croûte" a considérablement évolué avec le temps. Son origine est néerlandaise et signifiait initialement "manger en cachette, furtivement", "manger un morceau", "grignoter", "manger un morceau sur le pouce, au lance-pierres". En ce qui concerne la consommation du petit gibier en Afrique, l'idée a déjà été reprise par Redford (1996 : 19) qui constate sa sous-estimation par les

chercheurs parce que les petits animaux sont fréquemment consommés au titre d'en-cas et à l'extérieur. Notre acceptation du mot *snack* pour exprimer "manger sur le pouce" s'explique par la manière dont les citoyens d'Afrique Centrale ont adopté et adapté l'habitude de manger à l'extérieur à toute heure du jour et de la nuit, pour des raisons culturelles et économiques.

Lorsqu'il s'agit de viande de brousse, l'habitude de manger sur le pouce varie d'une ville à l'autre ; néanmoins, il est possible de dégager des processus communs :

- avant la crise économique à la fin des années 1980, début 1990, les migrations des campagnes vers les villes amenèrent les consommateurs de viande de brousse des régions forestières en ville,
- de meilleures infrastructures et les facilités de transport ont facilité les fournitures en gibier des nouveaux citoyens qui, traditionnellement, consommaient du gibier en quantités limitées et principalement en des occasions festives,
- le pouvoir d'achat accru, ou une plus grande participation à l'économie de marché, permet à certains nouveaux citoyens de manger plus fréquemment du gibier.

Le partage dans l'épreuve

Jusqu'au début de la crise économique, caractérisée par la dette nationale, le chômage, la réduction des dépenses publiques, les déséquilibres commerciaux graves et les ajustements structurels rigoureux, la consommation urbaine n'était pas une réelle menace pour la survivance de la faune. Mais l'érosion importante de la situation économique qui influence manifestement la nature des repas et la manière dont ils sont pris, conduit à une meilleure organisation et une réelle professionnalisation du commerce de la viande de brousse. Pour le chômeur en ville, la chasse commerciale est une bonne source de revenus nécessitant peu d'investissement. Des réseaux se développent entre les chasseurs, les commerçants, les transporteurs, les marchandes et les consommateurs. Un nombre accru de chasseurs et de commerçants sont des jeunes gens qui n'ont pas réussi à trouver du travail en ville et qui retournent donc au village ou qui rétablissent des liens avec leur village. Ils servent d'intermédiaires entre les professionnels de la ville et les villageois. Alors que la "migration de retour" est un phénomène relativement récent qui peut constituer, selon certains, une solution à la crise économique (Gubry *et al.*, 1996), celle vers la ville ne s'essouffle pas. Les villageois considèrent toujours la ville, malgré tous les problèmes, comme un endroit où ils peuvent gagner leur vie, envoyer leurs enfants à l'école et profiter des plaisirs de la modernité avec toutes les ambiguïtés qu'elle implique.

Un des changements notables des habitudes alimentaires est la rupture des pratiques traditionnelles de partage. C'est plus une conséquence des difficultés économiques que le résultat des modifications des règles sociales. Dans le respect particulier du partage du gibier, il a été observé que le prestige revient au chasseur qui contribue au maintien de la cohésion sociale (Redford, 1995 ; Kiyulu, 1998). En milieu urbain, ce sont les possibilités économiques limitées qui freinent de plus en plus les habitudes de partage. Malgré tout, le poids social du partage est encore fort présent. Les formes d'hospitalité qu'un villageois peut trouver chez un parent ou un ami du village établi en ville, évoluent de façon sensible. Si le partage spatial, notamment pour l'hébergement, est toujours de rigueur, les gens n'ont plus la possibilité de partager les repas ou d'aider financièrement. Ceux qui ont de l'argent, ont également de nouveaux besoins réels et ils se budgétisent en conséquence. Et comme tous les Gouvernements de la région ont de plus en plus de difficultés à respecter leurs obligations sociales, éducatives et de santé, les gens sont obligés d'allouer leurs propres revenus à la souscription de ces services. Les populations doivent organiser leurs propres stratégies, à défaut de pouvoir compter sur l'Etat. La mondialisation et la familiarisation avec les tendances étrangères poussent les citadins à s'habiller à l'occidentale, à acheter des produits de confort comme des voitures, des téléviseurs, et à consommer ce qui est perçu comme des aliments et des boissons "modernes". Le prestige de pouvoir consommer de la bière et des limonades, par exemple, est un vrai marqueur social. Ces habitudes onéreuses réduisent les possibilités de pratiquer le partage.

Comme le partage se pratique de moins en moins, de nouvelles formes de réseaux d'assistance mutuelle ou d'associations se développent. Des associations de crédit et d'épargne circulaire, appelées *tontines* dans la région en sont le plus bel exemple (van den Brink et Chavas, 1997). D'autres formes d'associations professionnelles, de quartier ou de "cotisation" (scolarisation des enfants, mariage, deuil...) sont aussi créées et elles se superposent progressivement à celles qui existaient précédemment. Ces dernières étaient principalement basées sur des liens ethniques ou familiaux. Le développement de la pratique associative participe au processus général d'extension des structures de la "famille élargie" pour mieux répondre à la nécessité d'adaptation aux pressions de l'environnement socio-économique urbain (Romainville, ce volume).

Si une pièce de gibier, tout comme les cacahuètes, le manioc ou le vin de palme, que l'on trouve généralement dans les bagages des voyageurs qui quittent le village pour la ville, est toujours partagée c'est parce que son propriétaire n'a pas d'autre choix. Mais comme l'esprit de convivialité tend à disparaître, les familles reçoivent de moins en moins à domicile (Ti Suka 1996). Dès lors, les gens mangent souvent dans des restaurants informels où une petite quantité de viande peut être consommée avec beaucoup de

féculents comme le riz, le manioc, le taro ou les plantains. Il est intéressant de noter que le mot français *maquis*, avec son sens de secret, de clandestin, est utilisé en Afrique Centrale pour désigner ces restaurants de fortune qui rappellent l'idée de manger sur le pouce. À Yaoundé, ces *maquis* sont aussi parfois appelés *turnedos* lorsque les clients mangent dos à dos, se cachant l'un de l'autre et cachant ce qu'ils mangent. C'est un jeu de mot amusant parce que le *turnedos*, de "tourner" et "dos", est également une pièce de viande de choix. Secret et clandestinité sont liés à l'anonymat. Souvent, les clients de ces restaurants mangent seuls, préférant rester anonymes. Manger seul dans le paysage urbain contraste fortement avec les repas collectifs au village. Le désir d'être seul est un phénomène social : les immigrants recherchent l'anonymat de la ville pour fuir les pressions familiales et sociales strictes du village. L'idée de manger en cachette est aussi attribuée aux pygmées Baka par les villageois Bulu du Sud Cameroun qui prétendent que les Baka cachent la viande pour éviter de devoir la partager ou la vendre (H. Solly, communication personnelle). Un autre informateur de la Province du Ntem dans le Sud Cameroun rapporte que les villageois ramènent le gibier directement à l'arrière de leur maison au retour de la chasse ou de la visite des pièges (S. Cogels, communication personnelle). Cela contraste avec la production agricole qui est déposée devant la maison après le travail au champ. Ces attitudes confirment l'idée que la viande de brousse est un produit convoité, une marchandise de grande valeur.

Ces restaurants informels fournissent une solution efficace pour s'offrir un plat de gibier. En général, et compte tenu de l'espèce du gibier, un plat de viande de brousse revient à peu près au même prix qu'un repas de poisson, de viande ou de poulet (Bahuchet et Ioveva, 1998). Le paradoxe manifeste entre, d'une part, l'appréciation du gibier comme un produit de grande valeur et, d'autre part, le repas accessible en restauration de rue, s'explique par le fait que le morceau de viande est relativement petit et que le coût de sa préparation pour le vendeur est bon marché. Alors que les auteurs précités constatent que la viande de brousse est relativement abondante et consommée fréquemment tant par les travailleurs de la ville que par les plus nantis, on avait remarqué précédemment que le gibier était plutôt rare à Yaoundé (Franceville, 1984 : 111). Ce contraste révèle l'évolution assez rapide de la tendance à manger plus de gibier dans les villes de la région. Les traces de l'importance du gibier à Yaoundé remontent à la fin de l'époque pré-coloniale. L'approvisionnement en gibier, alors abondant et apparemment inépuisable dans la région d'Owendo, a été l'une des motivations des Allemands à installer leur poste colonial à Yaoundé (Laburthe-Tolra, 1981 : 274). Située entre la forêt tropicale dense et la savane, le gibier de ces écosystèmes y était largement disponible.

La demande croissante de gibier est aussi la conséquence de l'effondrement de l'élevage, par exemple dans la Province de l'Équateur de la

République Démocratique du Congo ou au Bas Congo, à la suite de la mauvaise gestion et de la chute importante du pouvoir d'achat. Partout dans la région, sauf au Gabon riche en pétrole, les importations ont aussi été réduites pour la même raison. Même au Gabon, la plupart de la viande importée est de piètre qualité et comprend des morceaux invendables en Europe comme les pattes de poulet ou les abats. Cette situation a été confirmée en 1995 par une étude sur les habitudes alimentaires domestiques à Brazzaville qui révèle la popularité des morceaux bon marché, de piètre qualité, de dindes surgelées importées (Makaya, 1995).

Attachement culturel et symbolique

L'attachement culturel et symbolique que les citadins accordent au gibier fournit une autre explication de sa consommation. Le gibier est associé au milieu villageois, aux rituels et aux fêtes. Le désir de manger du gibier peut s'expliquer - malgré son coût, les conditions d'hygiène souvent aléatoires dans lesquelles il est vendu au marché (à même le sol, sur la rue), l'usage de conservateurs chimiques douteux comme le formol parfois injecté dans les carcasses - par le goût, les habitudes, la rareté, la convivialité, la tradition, le prestige, le rituel et la nostalgie. Il transcende les niveaux sociaux et les origines ethniques. Même au niveau linguistique, plusieurs langues de la région font une distinction entre "avoir faim" et "avoir faim de viande". Pour les Pygmées Baka, l'idée de rareté du gibier signifie aussi famine (Joiris, 1991).

Tandis que certains consommateurs préfèrent acheter du gibier fraîchement tué parce qu'ils souhaitent le cuisiner selon certains modes ou qu'ils estiment pouvoir mieux en contrôler la qualité, d'autres préfèrent nettement le goût fumé. Différentes techniques sont utilisées pour le séchage : fumage sur certains bois secs dans des cabanes spécialement prévues à cet effet, séchage au soleil, cuisson sur bois sec ou charbon de bois, rôtissage sur feu ouvert, etc. Le gibier peut être conservé avec ou sans la fourrure ou la peau. Dans certains cas, ces dernières sont desséchées avant conservation, dans d'autres, comme pour le singe fumé que l'on trouve à Kinshasa, l'animal est fumé avec la peau et la fourrure, une méthode qui imprègne la viande d'un goût très prononcé. L'effet produit par ces techniques est intéressant parce qu'il soulève des questions quant à l'envie de manger de la viande de brousse en soi ou quant à l'envie d'avoir le goût fumé en bouche. La question devrait être approfondie parce que si c'est l'envie du goût fumé qui prévaut, on pourrait peut-être élever et industrialiser l'élevage de gibier pour le fumer : une mesure qui pourrait réduire la pression actuelle sur la faune d'Afrique Centrale mais pas sur le bois.

Les aspects symboliques de la consommation du gibier doivent être relevés parce que le règne animal est lourdement chargé de symbolisme partout en Afrique. Ce symbolisme, gouverné par un code strict de représentations totémiques (objets naturels, spécialement des animaux, auxquels des familles ou des clans attribuent leurs origines) et tabous (interdictions religieuses ou sociales), régularise traditionnellement la chasse. Comme “chaque espèce animale représente une force mystérieuse” (Nampaa, 1991 : 311), manger du singe, par exemple, peut être perçu comme une manière de devenir intelligent et agile, alors que manger du gorille est associé à la virilité. Inversement, un nombre de tabous alimentaires qui s’appliquent surtout aux femmes, en général, et, en particulier, aux femmes enceintes, réduisent la consommation de certains animaux. On croit, par exemple, qu’une femme enceinte qui mange du civet de chat donnera naissance à un enfant “tacheté” ou qu’une femme enceinte qui mange du pangolin aura un accouchement pénible à cause des écailles qui, même si elles ont été enlevées avant cuisson, pourraient gêner le passage de l’enfant. Comme le symbolisme et les rituels sont intimement associés, certaines parties des animaux sauvages (peaux, dents, queues, crânes des singes, etc.) sont nécessaires à l’accompagnement de certains rites de passage comme la naissance, l’initiation, le mariage ou la mort en milieu rural traditionnel tout comme dans les villes africaines. Elles sont aussi utilisées comme protection contre la sorcellerie et en médecine traditionnelle en pleine expansion parce que les familles n’ont pas les moyens de payer les soins de santé occidentaux ou les médicaments importés. Les mêmes trophées peuvent aussi représenter le pouvoir et le commandement comme en attestait le port, par Mobutu, de la toque en peau de léopard.

Ce sont principalement les étrangers qui pratiquent la chasse commerciale, qui ont perturbé la régulation par totem ou tabou par leur ignorance ou par leur non respect des liens profondément cosmologiques qui unissent les populations locales aux animaux sauvages. Une autre manière pour les villageois de réguler les espèces animales était la rotation des terrains de chasse. Tout comme les agriculteurs assolent, les chasseurs abandonnent pendant plusieurs années les terrains de chasse exploités (Doumengue, 1994). Les chasseurs professionnels ne tiennent aucun compte de ce type de gestion. L’évolution de la culture matérielle, spécialement dans le contexte de la chasse destinée aux marchés urbains, est aussi une autre raison de plus grandes prises. Les techniques de chasse traditionnelles comme celles décrites par Delvingt (1997) ont évolué considérablement depuis que les armes à feu et les collets métalliques sont largement disponibles et parce que les torches électriques et les lampes frontales utilisées pour la chasse nocturne sont de plus en plus courantes.

Exploitation forestière

Le secteur forestier a une influence directe sur la chasse intensive (Wilkie *et al.*, 1998 ; Société Mondiale pour la Protection des animaux, 1996 ; Hennessey, sd). Les terrains, difficiles d'accès auparavant, sont ouverts par les exploitants forestiers qui permettent ainsi aux chasseurs d'exploiter les réserves riches en gibier. Les exploitants sont eux-mêmes les principaux consommateurs de gibier et ils concluent des arrangements avec les villageois pour qu'ils chassent pour eux en leur fournissant fréquemment des armes, des munitions et le transport. Une enquête réalisée dans le million d'hectares concédés à SIFORCO en République Démocratique du Congo, révèle que les armes à feu utilisées par les chasseurs sont distribuées au dépôt de la scierie. De même, le fil de fer pour les collets est prélevé sur les solides câbles, alors défilés, destinés à attacher les troncs qui flottent sur le fleuve Congo. De plus, les femmes des bûcherons voyagent gratuitement sur ces radeaux flottants jusqu'à Kinshasa où elles vendent le gibier abattu dans la concession SIFORCO (Ammann, 1998). Les exploitants forestiers jouent aussi un rôle important dans le transport du gibier vers la ville. L'exploitation forestière en général et même l'exploitation forestière durable constituent dès lors une double menace : d'un côté, c'est un facteur majeur de déforestation, de l'autre, elle accroît la pression de la chasse.

Les contraintes institutionnelles

Les systèmes étatiques ne procurent aucune autre source de protéines animales aux régimes alimentaires urbains. Toutefois, dans plusieurs régions d'Afrique Centrale, l'élevage n'est pas une tradition et des problèmes comme la trypanosomiase le rende plus difficile encore. Lorsqu'on observe l'élevage en Amazonie, on constate qu'il est également une cause majeure de déforestation. Par ailleurs, les efforts pour développer les projets d'élevage urbain de gibier n'ont pas atteint les résultats escomptés. Bien que les paramètres techniques aient été maîtrisés, les projets d'élevage sont handicapés par une répugnance soit culturelle à manger du gibier d'élevage, soit à consacrer le temps nécessaire à un tel élevage. À l'heure actuelle, le prix du gibier d'élevage ne peut pas encore concurrencer celui de la viande de brousse.

Un autre problème relève des difficultés auxquelles les autorités sont confrontées pour restreindre la commercialisation du gibier. Leurs ressources financières et humaines sont inadéquates. Au Gabon, par exemple, le "département de faune et de chasse" est marginalisé institutionnellement dans un ministère énorme et hétérogène qui, avant sa restructuration récente, gérait les eaux, les forêts, les services postaux, les

télécommunications, la reforestation et les réserves naturelles. Le personnel du “département de faune et de chasse” est principalement basé à Libreville parce que le département n’a pas de budget pour fournir le support logistique à ses fonctionnaires dans le pays et aussi, paradoxalement, parce que pour des raisons de prestige et de confort, ces ingénieurs forestiers préfèrent généralement travailler dans des bureaux climatisés plutôt qu’en forêt.

Les mesures répressives pour maintenir les braconniers à l’extérieur des réserves et pour réduire la disponibilité de viande de brousse sur les marchés urbains, échouent aussi. Les clôtures, les amendes et les saisies destinées à réduire l’impact de la “défaunisation” sur l’environnement ne peuvent être efficaces face à l’enchevêtrement très complexe des facteurs sociaux, institutionnels et économiques (Breton, 1994). Les chasseurs professionnels sont d’ailleurs bien mieux armés et équipés que les écogardes qui travaillent avec des budgets limités.

En ce qui concerne les autorités locales, la question se pose de savoir dans quelle mesure la consommation de viande de brousse et la conservation sont compatibles : beaucoup de fonctionnaires qui travaillent dans les Ministères traitant de l’environnement et qui devraient protéger la faune, proviennent de régions forestières et ont été élevés en mangeant de la viande de brousse. Ceci explique les zones d’incertitude entre les lois et leur application. Un exemple flagrant est le Directeur général des Chemins de fer camerounais qui a adressé une circulaire aux cheminots leur interdisant de contrôler le gibier à bord des trains (Eyane, 1996). Cette lettre les priait même de saboter les efforts consentis par les fonctionnaires forestiers pour procéder à de tels contrôles. Le résultat immédiat de cette politique est l’abondance de gibier aux terminaux ferroviaires de Yaoundé, notamment sur le marché fantôme Elig Edjoua.

Une raison de cet échec est les points de vue très différents des Africains et des Occidentaux sur la conservation de la faune et de la biodiversité. Les populations locales perçoivent les efforts de conservation comme, essentiellement, une valeur occidentale qui ne s’accorde pas à leurs besoins urgents de survivre. Alors que les protecteurs de l’environnement au Nord parlent de la nécessité de sauver la forêt et la faune pour les générations futures, la plupart des Africains assimilent le futur à demain. Une autre raison est le gain financier qui peut être réalisé en tolérant le commerce illégal. À tous les niveaux, tous les intervenants profitent des avantages du commerce illégal de la viande de brousse.

Paradoxalement, lorsque des efforts sont réalisés, ils connaissent parfois des retours de flamme comme cela a été le cas avec le projet camerounais de patente de chasse. Les autorités, sous la pression d’experts expatriés de la Banque Mondiale, pensaient qu’obliger les chasseurs à acquérir une patente de chasse serait décourageant et une bonne solution au contrôle de la chasse. Au contraire, afin de pouvoir rassembler les 100 000 FCFA nécessaires à l’acquisition de la patente et de la rentabiliser, plusieurs

chasseurs occasionnels se sont regroupés pour l'acheter. Ils devinrent donc plus professionnels et accrurent leurs prises, avec pour conséquence une plus grande disparition d'espèces (Ioveva, communication personnelle).

Les institutions sont aussi handicapées par le niveau insuffisant de compréhension des réalités socio-économiques de la conservation de la faune. Les incitants commerciaux pour les produits non ligneux en donnent un exemple. Plusieurs experts ont suggéré que la récolte, la commercialisation et la transformation de certains PFNL par les pauvres des campagnes pourraient être un moyen pour réduire la prédation et l'exploitation durable de la faune. Quelques chercheurs et protecteurs de la nature estiment que fournir aux populations villageoises des alternatives pour gagner leur vie grâce au PFNL contribuerait à une approche viable de la conservation de la faune. Au contraire, des observations faites dans l'arrière-pays de Yaoundé révèlent que le rotin et la commercialisation du gibier sont deux activités complémentaires et concurrentes en termes de temps consacré, d'usage de peu de moyens et d'utilisation intensive croissante de l'espace forestier périurbain par les gens qui ont besoin de toujours plus d'argent pour vivre (Tréfon et Defo, 1999).

Conclusion

Une multitude de projets de conservation financés par la communauté internationale et l'aide bilatérale essaient de réduire la chasse commerciale du gibier, en général, tout en tentant de réduire le flot de viande de brousse introduite sur les marchés urbains, en particulier. De plus en plus sous pression, les autorités africaines commencent donc à s'attaquer aux problèmes humains et écologiques causés par le commerce plus ou moins illégal de la viande de brousse, justement l'une des activités économiques et commerciales en pleine expansion. On peut le qualifier de "plus ou moins illégal" parce qu'il y a nombre de zones incertaines en termes de législation et d'application. Jusqu'à présent, les efforts ont souvent échoué. Les lois actuelles ne peuvent contribuer à réduire la "défaunisation" parce qu'elles sont irréalistes. Une première mesure pratique à prendre serait d'harmoniser les lois avec les réalités locales.

Des scientifiques comme les botanistes, les agronomes et les zoologistes fournissent la plupart des données utilisées dans ces campagnes. Mais, ils ont souvent tendance à négliger l'équilibre délicat qui existe entre les populations et leurs écosystèmes et comment elles s'y sont adaptées, voire comment elles ont modelé leur environnement naturel. Les chercheurs en sciences naturelles et les sociologues doivent collaborer plus étroitement pour que la conservation ait des chances de réussir. Un grand nombre de facteurs sociaux, culturels, relevant des sciences naturelles, et économiques influencent le commerce de la viande de brousse entre les villes et les forêts d'Afrique Centrale. Si ces facteurs sont liés, il faut les observer

de manière holistique. Le projet de l'Union Européenne, *Avenir des Peuples des Forêts Tropicales* s'implique actuellement dans ce type de recherches¹.

Les facteurs sociaux les plus importants qui sont des conditions préalables au processus de la conservation de la forêt et de la protection de la faune, ainsi que l'absolue nécessité de réduire la chasse commerciale, ne bénéficieraient que depuis peu de l'attention qu'ils méritent. S'attaquer aux problèmes urbains pour soutenir les efforts de conservation de la faune est aussi une évolution récente. Bien que cette étude n'entende pas être un compte rendu exhaustif ni une analyse de la masse toujours plus grande de littérature relative à la chasse et à la consommation de la viande de brousse, elle essaie d'expliquer les dimensions urbaines, trop souvent négligées, du problème. Les forêts tropicales de l'Afrique de l'Ouest ont disparu par lambeaux. Ce qui reste des forêts tropicales en Afrique Centrale pourrait aussi relever des choses du passé pour les générations à venir. Malheureusement, à cause des dynamiques importantes de l'offre et de la demande décrites ici, il semble peu probable que la tendance puisse être ralentie ou renversée. Des niveaux accrus de développement, des actions de sensibilisation, un support institutionnel peuvent, mais pas nécessairement, réduire la pression. Quoique les données quantitatives tangibles soient rares, nous savons que le gibier est exploité de manière insupportable dans plusieurs régions (Lahm, 1996, Hennessey, sd). La chasse, en d'autres termes, excède la reproduction, surtout en ce qui concerne les grands mammifères à reproduction lente. La faune continuera malheureusement à disparaître parce que les problèmes urbains économiques et politiques sont profondément ancrés et que les valeurs traditionnelles n'évoluent que petit à petit.

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier Madame Denise Arnould du projet APFT pour sa traduction du texte anglais original.

BIBLIOGRAPHIE

AMMANN K., 1998. *The conservation of the Bonobo in the 1 million hectare SIFORZAL/DANZER logging concession in Central Congo*, unpublished paper, Nanyuki.

ASIBEY E., 1974, Wildlife as a source of protein in Africa South of the Sahara, *Biological Conservation*, vol. 6, n° 1.

BAHUCHET S. et IOVEVA K., 1998, Le rôle de la restauration de rue dans l'approvisionnement des villes en viande sauvage : le cas de Yaoundé (Cameroun). in : D. Bley et al. ed, *Villes du Sud et Environnement*, Travaux de la Société d'Écologie Humaine, Châteauneuf de Grasse, Éditions de Bergier.

¹ Une information sur APFT est accessible sur Internet à l'adresse <http://lucy.ukc.ac.uk/Rainforest> ou www.ulb.ac.be/soco/apft/HOME.PHTML

- BRETON J.-M., 1994, La lutte contre le braconnage : Problématique juridique : Aspects institutionnels et normatifs. in : *Actes du Colloque National sur la lutte contre le braconnage, Libreville, Novembre 1994*, Projet Forêt et Environnement, Ministère des Eaux et Forêts et du Reboisement, République Gabonaise.
- BRYANT D., NIELSEN D., TANGLEY L., 1997, The last frontier forests : ecosystems and economies on the edge. *World Resources Institute*, Washington D.C.
- CHARDONNET P. Ed., 1995, Faune sauvage africaine : la ressource oubliée. Vol. I, *Commission Européenne*, Luxembourg.
- DELVINGT W., 1997, La chasse villageoise : synthèse régionale des études réalisées durant la première phase du Programme ECOFAC au Cameroun, au Congo et en République Centrafricaine, *AGRECO-CTFT*, Gembloux, Belgique.
- DOUMENGUE C., 1994, Bilan général du braconnage : revue des principaux problèmes et de leurs conséquences, in *Actes du Colloque National sur la lutte contre le braconnage, Libreville, Novembre 1994*, Projet Forêt et Environnement, Ministère des Eaux et Forêts et du Reboisement, République Gabonaise.
- EYANE N., 1996, Carte d'identité du braconnage en zone de forêt dense. in : World Society for the Protection of Animals, 1996, *General report of the Conference on the impacts of forest exploitation on wildlife*, Bertoua, Est Cameroun, 17-18 avril 1996 (version provisoire).
- FRANCEVILLE A., 1984, Yaoundé : construire une capitale, *ORSTOM*, Paris.
- GUBRY P. et al., 1996, *Le retour au village : une solution à la crise économique au Cameroun*, l'Harmattan, Paris.
- HENNESSEY A. B., sans date, A Study of the Meat Trade in Ouesso, Republic of the Congo, *rapport non publié*.
- JOIRIS D.V., 1991, Protection de la forêt tropicale. In : *Vivant univers*, n° 396, Mons, Belgique.
- KIYULU N., 1998, Les perceptions de la forêt à Kinshasa, *rapport APFT non publié*, Kinshasa.
- LABUTHE-TOLRA P., 1981, *Les seigneurs de la forêt*. Editions de la Sorbonne, Paris.
- LAHM S., 1996, Utilisation des ressources forestières et variations locales de la densité du gibier dans la forêt du nord-est du Gabon. In Hladik C. M., et al., (Eds.) *l'Alimentation en forêt tropicale : interactions bioculturelles et perspectives de développement*, UNESCO, Paris.
- MAKAYA A., 1995, Stratégie alimentaires des ménages congolais face à crise, in *Rupture*, Juil/Août/Sept., n° 5, Pointe Noire, Congo.
- NAMPAA., N.S., 1991, Social and economic importance of Wildlife, Proceedings of the 10th World Forestry Congress. in : *Revue Forestière Française*, hors-série n° 3.
- REDFORD K.H., GODSHALK R., ASHER K., 1995, *What about the wild animals ? Wild animal species in community forestry in the tropics*, FAO, Rome.
- ROMAINVILLE M., 1999, (ce volume), Les pratiques associatives comme vecteur d'un "développement endogène".
- TI SUKA, 1996, *Un Dîner à Kinshasa*, Centre Wallonie-Bruxelles, Kinshasa.
- TREFON T., 1998, Urban threats to biodiversity in the Congo Basin. In : Besselink C. et Sips P. (Eds.), *The Congo Basin : Human and natural resources*, IUCN, Amsterdam, 89-99.
- TREFON T., DEFO L., 1999, vol. 42 n°2. Can rattan help save wildlife ? in *Development*, Sage, Londres.
- VAN DEN BRINCK R., CHAVAS J.-P., 1997, The microeconomics of an indigenous African institution : the rotating savings and credit association, in *Economic development and cultural change*, Vol. 45, n° 4, July 1997, University of Chicago Presse, Chicago.
- VENARD J.-L., 1995, *Urban planning and environment in Sub-Saharan Africa*, Building Blocks for Africa, Paper n° 5, The World Bank, Washington D.C.
- WILKIE D.S., SIDLE G., BOUNDZANGA G.C., BLAKE S., AUZELET P., 1998, Defaunation of deforestation : commercial logging and market hunting in Northern Congo, in Grajal A., Robinson J.G. et Vedder A. Ed., *The impacts of commercial logging on wildlife in tropical forests*, 1998, Yale University Press, New Haven.

Travaux de la Société d'Écologie Humaine

Directeur de la Publication : Nicole Vernazza-Licht

Déjà parus :

L'homme et le Lac, 1995

Impact de l'homme sur les milieux naturels : Perceptions et mesures, 1996

Villes du Sud et environnement, 1997

L'homme et la lagune. De l'espace naturel à l'espace urbanisé, 1998

Cet ouvrage trouve son origine dans les X^e journées scientifiques de la Société d'Écologie Humaine (Marseille, novembre 1998) organisées par la SEH, le programme Avenir des Peuples des Forêts Tropicales et l'UMR 6578 du CNRS-Université de la Méditerranée. Elles ont bénéficié de l'appui du programme "Environnement, vie, sociétés" du CNRS et du Département "Environnement, technologies et société" de l'Université de Provence.

Les éditeurs scientifiques tiennent à remercier : Patrick Baudot (Université de Provence, Marseille), Edmond Dounias (IRD, Montpellier), Alain Froment (IRD, Orléans), Annette Hladik (CNRS, Paris), Annie Hubert (CNRS, Bordeaux), Pierre Lemonnier (CNRS, Marseille), Glenn Smith (LASEMA, Paris) et Theodore Trefon (APFT, Bruxelles) pour leur aide précieuse dans la relecture de certains manuscrits.

Cet ouvrage a été publié avec le concours financier de l'Union Européenne (programme APFT, DG Développement) et du Conseil Général des Bouches-du-Rhône.

Les opinions émises dans le cadre de chaque article n'engagent que leurs auteurs.

SOCIÉTÉ D'ÉCOLOGIE HUMAINE

c/o UMR 6578 du CNRS-Université de la Méditerranée

Faculté de Médecine, 27, boulevard Jean-Moulin

13385 Marseille cedex 5

Dépôt légal : 2^e trimestre 2000

ISBN 2-9511840-5-0

ISSN 1284-5590

Tous droits réservés pour tous pays

© Éditions de Bergier

476 chemin de Bergier, 06740 Châteauneuf de Grasse

bergier@wanadoo.fr

**L'HOMME
ET LA
FORÊT TROPICALE**

Éditeurs scientifiques

Serge Bahuchet, Daniel Bley,
Hélène Pagezy, Nicole Vernazza-Licht

Travaux de
la Société
d'Ecologie
Humaine



1999